



(Photo: jinbo.net)

L'activisme social autour des ALE

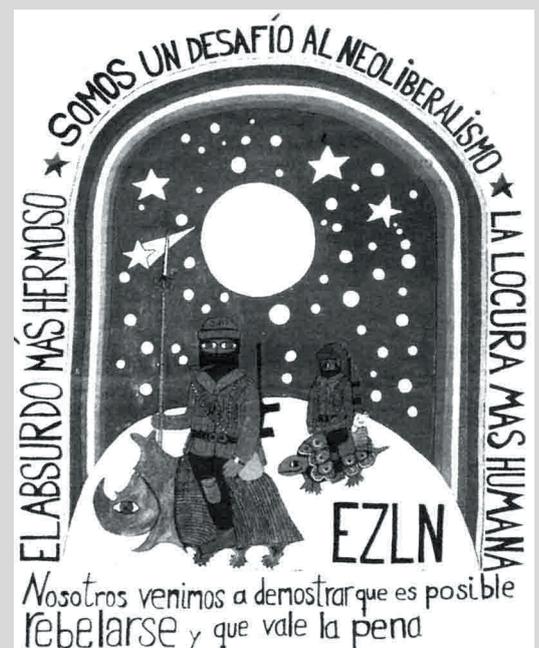
bilaterals.org et GRAIN (Septembre 2007)

Les mouvements sociaux et les organisations populaires ont combattu les ALE depuis des décennies. L'activisme ciblé est né en Amérique latine dans les années 1990, lorsque Washington a commencé à pousser des gouvernements spécifiques à accepter des accords bilatéraux afin d'étendre le pouvoir des grandes entreprises américaines dans la région: des accords sur la propriété intellectuelle, des traités sur les investissements et finalement, des ALE. Des groupes en Colombie, en Équateur, au Nicaragua, et ailleurs, ont rapidement compris le pouvoir des accords bilatéraux lorsque des votes en urgence furent demandés aux parlements sur des traités surprises provenant de ministres des finances ou du commerce, qui engageaient leur pays à de nouvelles obligations telles que le brevetage des semences ou le droit des entreprises américaines à poursuivre le gouvernement du pays où elles étaient installées. Les gens virent que les rouages de la démocratie et du droit public – les congrès, les constitutions et les tribunaux – étaient délibérément subvertis pour donner de nouveaux pouvoirs à de grandes entreprises américaines, depuis Enron jusqu'à Occidental Petroleum. Ce n'est pas un hasard si l'armée zapatiste de libération nationale a lancé sa révolte contre le néolibéralisme depuis le Chiapas, au sud du Mexique, le jour même où l'ALENA est entré en vigueur, le 1^{er} janvier 1994.

L'Amérique latine a été le théâtre d'importantes luttes sociales contre les accords de commerce et d'investissement bilatéraux:

- la lutte qui se poursuit contre l'ALENA, notamment par les agriculteurs mexicains et les communautés indigènes, telle que la campagne "El campo no aguanta más" (la campagne n'en peut plus), sans parler des luttes pour la justice et la dignité engagées par des personnes travaillant dans des *maquiladoras*, au nord du pays, près de la frontière avec les États-Unis
- une forte résistance communautaire à Buenos Aires, en Argentine, contre la privatisation de la distribution d'eau et des réseaux d'assainissement par Azurix, une filiale d'Enron, dans le cadre du TBI États-Unis-Argentine (1999-2001)

- le soulèvement populaire de Cochabamba, en Bolivie, contre une filiale de Bechtel qui s'était emparé du système public de distribution d'eau, dans le cadre du TBI Pays-Bas-Bolivie (2001)
- la campagne continentale anti-ZLEA (zone de libre-échange des Amériques), qui a généré une profonde compréhension de l'ensemble de l'ordre du jour de Washington en termes de commerce et d'investissement en Amérique latine (particulièrement pendant la période 2001-2005)
- la lutte des communautés locales contre la construction d'usines de pâte à papier espagnole (ENCE) et néerlandaise (Botnia) sur la rive uruguayenne du fleuve séparant l'Uruguay et l'Argentine, dans le cadre des TBI entre Montevideo et les pays européens d'origine de ces entreprises (2003-2006)
- l'organisation de référendums populaires et d'assemblées constituantes dans lesquels les peuples de Colombie et d'Équateur ont voté contre les ALE américains (2006)
- de nouvelles luttes émergentes dans toute la cordillère des Andes contre l'expansion des activités minières argentines au Chili dans le cadre du TBI entre les deux gouvernements
- la résistance populaire contre la privatisation de l'eau au Salvador, rendue possible



"Nous sommes un défi au néolibéralisme. Nous sommes venus pour vous montrer qu'il est possible de se rebeller – et que le jeu en vaut la chandelle."

(Image : Armée zapatiste de libération nationale)



Une paysanne au Burkina Faso déclare "Non aux d'APE sans souveraineté alimentaire" (Photo: ABC Burkina)

par un changement de la loi nationale pour la rendre conforme au CAFTA, ce qui s'est traduit très récemment par une accusation de terrorisme de 13 personnes, dans le cadre de la loi anti-terrorisme, que les gens perçoivent également comme découlant du CAFTA (2006-2007)

En Afrique et dans le monde arabe, plusieurs points chauds de lutte contre les ALE ont émergé :

- l'Afrique du Sud a été l'une des premières victimes d'un ALE avec les États-Unis (2000), dont les effets se font ressentir, le temps passant, dans tous les domaines. Alors qu'il n'y a pas eu de mouvement spécifique anti-ALE ou anti-TBI à proprement parler dans le pays, la politique de néolibéralisme que l'ALE avec les États-Unis impose à l'Afrique du Sud a donné naissance à d'importantes luttes sociales urbaines, surtout contre la privatisation de l'eau et de l'électricité et pour un accès aux médicaments essentiels (contre les brevets)

- Au niveau de l'Afrique australe, une grande prise de conscience sur les traités bilatéraux et sur l'investissement régional a généré de nombreuses activités conjointes de recherche et d'éducation de la part des syndicats (début des années 2000)

- Le Maroc a été témoin d'une très importante lutte sociale contre l'ALE États-Unis-Maroc, lutte pour laquelle les questions mobilisatrices comprenaient les implications de l'accord en termes de santé, de diversité culturelle, d'autonomie économique et politique du pays et de la totalité du processus de négociation (2003-2005)

- Plus récemment, un large front social d'opposition aux APE UE-Afrique, qui devaient être signés avant le 31 décembre 2007, s'est développé dans toute l'Afrique sub-saharienne. Ces accords vont entièrement changer les relations économiques de l'Afrique avec l'Europe, et les implications font que nombre de différents secteurs se battent pour arrêter, ou du moins retarder les accords, en

partie conjointement avec des ONG européennes (2005-2007)

En Asie et dans le Pacifique, la lutte sociale contre les ALE a été inégale jusqu'à présent :



Des paysans coréens traversent la mer en direction de l'île de Jeju sur laquelle les négociateurs de l'ALE États-Unis-Corée se cachaient pour leur quatrième cycle de négociation, en octobre 2006. En Corée, les mobilisations contre l'accord de libre-échange ont été massives, avec plus de 100.000 personnes dans les rues. (Photo: Chamsaesang)

- Relativement tôt, il y a eu des contestations sur les ALE en Nouvelle-Zélande, où certains groupes et syndicats se sont opposés à un ALE avec Singapour, et ont aidé à arrêter les négociations sur l’ALE Nouvelle-Zélande-Hong Kong
- Les Coréens ont mené des mouvements nationaux majeurs contre les ALE, en commençant par l’accord Corée-Chili auquel les paysans et les travailleurs se sont vigoureusement opposés (2001-2003). Il s’en est suivi une résistance populaire énorme contre l’ALE États-Unis-Corée (2005-2007) – le plus grand mouvement organisé en Corée depuis la révolte des étudiants de 1987. Ils essaient maintenant d’arrêter l’ALE UE-Corée.
- La société australienne a connu une lutte tumultueuse contre l’ALE États-Unis-Australie (2003). Commencant par de premiers débats sur les implications au niveau des systèmes de santé et d’alimentation australiens, l’ALE est devenu un enjeu électoral majeur concernant la souveraineté de l’Australie.
- Un fort mouvement thaïlandais contre les ALE a émergé à l’occasion des négociations des accords Australie-Thaïlande et États-Unis-Thaïlande (2005-2006). Cela a conduit à la formation de la coalition nationale anti-ALE qui s’est également battue contre les ALE Japon-Thaïlande, Chine-Thaïlande, Nouvelle-Zélande-Thaïlande et maintenant, contre l’UE-ASEAN. Les motifs de préoccupation ont été différents en fonction des différents accords, mais les moyens de subsistance des agriculteurs, l’accès aux médicaments et la question de savoir à qui profite ces accords ont été des questions mobilisatrices clés.
- Un petit front social d’opposition à l’ALE États-Unis-Malaisie a commencé à croître en Malaisie (2006-2007).
- Aux Philippines, de nombreux secteurs ont travaillé à arrêter l’accord de partenariat économique entre le Japon et les Philippines (2005-2007)
- La solidarité et le travail en réseau au niveau régional commencent actuellement à se développer autour des négociations UE-ASEAN (2007).



Les personnes vivant avec le VIH/sida ont été l'une des forces d'opposition les plus actives contre l'ALE États-Unis en Malaisie, à cause des atteintes à la vie que représentaient les exigences de Washington en matière de brevets pharmaceutiques. (Photo: grâce à Third World Network)

Des syndicalistes, agriculteurs, immigrés, écologistes, populations autochtones, activistes contre la guerre et autres se sont aussi mobilisés contre les ALE du côté des États-Unis. Ici, un sidérurgiste de le Pennsylvanie manifeste contre le CAFTA lors d'une action à Washington en mai 2005. (Photo: H. Darr Beiser)

